

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-26-037 de mise en demeure

SOCIÉTÉ GREEN RECUPERATION

à ARGENTEUIL

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 août 2000 modifié autorisant la société SOREDIV à exploiter un centre de tri et de transit de déchets industriels et banals et de déchets industriels spéciaux, 2, 4 et 7, rue de l'Ouest sur le territoire de la commune d'ARGENTEUIL ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° IC-23-054 du 16 mai 2023 imposant des prescriptions complémentaires et actualisant le tableau de classement des installations de la société GREEN RECUPERATION à ARGENTEUIL ;

Vu la lettre préfectorale du 17 juin 2004 prenant acte du changement de dénomination sociale délivrée au profit de la société COVED INDUSTRIES ET SERVICES ;

Vu la lettre préfectorale du 26 janvier 2006 prenant acte du changement de dénomination sociale délivrée au profit de la société COVED ;

Vu la lettre préfectorale du 24 janvier 2017 prenant acte du changement d'exploitant délivrée au profit de la société GREEN RECUPERATION ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-018 du 23 février 2026 modifiant l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le rapport du 16 avril 2026 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 14 avril 2026 sur le site exploité par la société GREEN RECUPERATION à ARGENTEUIL ;

Vu le courrier préfectoral du 16 avril 2026, notifié le 20 avril 2026 à la société GREEN RECUPERATION, lui transmettant le rapport du 14 avril 2026 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quatre jours pour faire part de ses observations ;

Vu la réponse de l'exploitant par courriel du 22 avril 2026, transmettant des éléments suite au rapport d'inspection du 16 avril 2026 susvisé qui lui a été transmis par le courrier précité ;

Considérant cependant que les éléments de réponses transmis par l'exploitant ne permettent pas de lever les non-conformités qui font l'objet de cette mise en demeure ;

Considérant que la visite d'inspection du 14 avril 2026 a permis de constater que :

- contrairement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2023 susvisé, l'exploitant ne respecte pas les volumes et quantités de déchets autorisés pour son exploitation, notamment ceux concernant les rubriques 2714, 2716, 2791, 2713 du tableau de classement de ses installations ;

- contrairement aux dispositions de l'article 3.V.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000 susvisé, les voies de circulation du site ne sont pas maintenues dégagées à cause d'un surstockage sur le site ;

- contrairement aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2023 et de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2000 susvisés, l'exploitant ne respecte pas son plan de zonage et les zones de stockages dédiées ainsi que la hauteur réglementaire des tas de déchets stockés ;

Considérant que les volumes de stockages prescrits dans l'arrêté préfectoral du 16 mai 2023 susvisé, ont été définis par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance, qui a donné suite à la prise de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2023 susvisé ;

Considérant que cette situation de surstockage augmente significativement les risques d'incendie liés à l'activité du site ;

Considérant qu'en cas de départ de feu, cette situation de surstockage de déchets combustibles conjuguée à l'inaccessibilité du site du fait de la présence des volumes excédentaires risquent de provoquer un incendie généralisé sans possibilité d'intervention pour les services de secours ;

Considérant que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GREEN RECUPERATION de respecter les dispositions réglementaires applicables à ses installations ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1er : En vertu des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société GREEN RECUPERATION, dont le siège social est situé 82, rue de Montigny à ARGENTEUIL (95100), exploitant l'installation classée pour la protection de l'environnement 2-4, rue de l'Ouest à ARGENTEUIL, est mise en demeure de respecter les dispositions mentionnées aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

La société GREEN RECUPERATION informe le préfet et la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France de l'exécution de chacun des articles 2 à 4 du présent arrêté, en transmettant tout élément justificatif correspondant.

Article 2 : La société GREEN RECUPERATION est mise en demeure, **dans un délai de DIX jours à compter de la date de notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2023 susvisé relatives à la quantité de déchets présents sur le site.

Article 3 : La société GREEN RECUPERATION est mise en demeure, **dans un délai de DIX jours à compter de la date de notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'article 3.V.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000 susvisé relatives au maintien des voies de circulation dégagées.

Article 4 : La société GREEN RECUPERATION est mise en demeure, **dans un délai de DIX jours à compter de la date de notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire 16 mai 2023 susvisé ainsi que l'article 2.1 l'arrêté préfectoral du 22 août 2000 susvisé, relatives à l'aménagement du site, la configuration du site et les emplacements des zones de stockage des déchets.

Article 5 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois ;

Article 7 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 8 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire d'ARGENTEUIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté ;

Cergy, le 04 MAI 2026

Le préfet
Pour le Préfet,
La secrétaire générale

Hélène GIRARDOT